

**SERVICE DE L'URBANISME  
DÉROGATION MINEURE**

**À REMPLIR PAR LE REQUÉRANT :**

PROCÉDURE DE DEMANDE DE DÉROGATION :	
➤	Veillez faire parvenir votre demande de dérogation mineure avec les documents justificatifs liés au projet auprès du <b>Service de l'urbanisme</b> situé au <b>138 avenue Pleau à Donnacona G3M 1A1</b> ;
➤	Vous devrez défrayer les coûts d'analyse de la demande de dérogation mineure, soit 300\$ (non remboursable en cas de refus du Conseil municipal). De plus, les frais de publication d'un avis public obligatoire dans les journaux vous seront imposés.
➤	Le Service de l'urbanisme fera la préparation de votre dossier pour assurer son analyse par le Comité Consultatif d'Urbanisme (CCU) et la recommandation du comité sera ensuite transmise au Conseil Municipal à des fins de décision finale. Notez que vous devez cesser tous travaux non-conformes liés à une demande de dérogation mineure tant que celle-ci n'a pas obtenue les approbations nécessaires ;
➤	Pour toute autre information, communiquez avec le Service de l'urbanisme : 418-285-0110 ;

Partie 1	
<b>IDENTIFICATION DU LIEU :</b>	
Adresse complète :	
<b>IDENTIFICATION DU REQUÉRANT:</b>	
Nom complet :	
Êtes-vous propriétaire ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non* ( <i>si non, une procuration du propriétaire est requise</i> )
Adresse complète :	Code postal : <input type="text"/>
Téléphone :	Rés. : <input type="text"/> Bur. : <input type="text"/> Cell. : <input type="text"/>

Partie 2	
<b>NATURE DE LA DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE :</b>	
Nature de la demande de dérogation mineure :	
Raisons empêchant le requérant de se conformer aux dispositions réglementaires applicables :	
Raisons pour lesquelles la dérogation mineure n'a pas pour effet de porter atteinte à la jouissance du droit de propriété des immeubles voisins : ( <i>voir critère de décision #3</i> )	
Quel est le préjudice qui vous est causé par l'application des dispositions réglementaires actuelles ? ( <i>voir critère de décision #4</i> )	

Partie 3	
<b>DOCUMENTS JUSTIFICATIFS :</b>	
Documents à acheminer à l'officier municipal pour l'analyse du dossier	
<input type="checkbox"/> Photographie(s) <input type="checkbox"/> Plan/Croquis <input type="checkbox"/> Certificat de localisation/implantation <input type="checkbox"/> Procuration du propriétaire ( <i>lorsqu'applicable</i> ) <input type="checkbox"/> Toutes autres informations ou documents nécessaires à l'analyse du projet	



**Critères de décision :**

Le pouvoir d'accorder une dérogation mineure repose sur les restrictions suivantes (en référence à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme L.R.Q., C.A-19.1) :

- 1- Respect des objectifs du plan d'urbanisme de la ville de Donnacona (LAU, art. 145.2);
- 2- Impossibilité d'accorder une dérogation mineure dans une zone où l'occupation du sol est soumise à des contraintes particulières pour des raisons de sécurité publique (ie. zone de forte pente, milieu riverain ou autre) (LAU, art. 145.2);
- 3- Impossibilité d'accorder une dérogation mineure si la résultante porte atteinte à la jouissance du droit de propriété des propriétaires et résidents voisins (LAU, art. 145.4);
- 4- Un préjudice sérieux par l'application formelle de la réglementation doit être démontré par le requérant (LAU, art. 145.4) ;

**Critères justificatifs :**

Trois situations justifient le dépôt d'une demande de dérogation mineure à la réglementation d'urbanisme :

- 1- Toutes les possibilités de correctifs et de modifications au projet ont été examinées afin de la rendre conforme à la réglementation;
- 2- La possibilité de régulariser une situation lorsqu'une contravention à la réglementation est constatée pendant la réalisation des travaux ;
- 3- Le dépôt d'une demande de dérogation mineure sur un immeuble existant est nécessaire lors d'une transaction immobilière ;

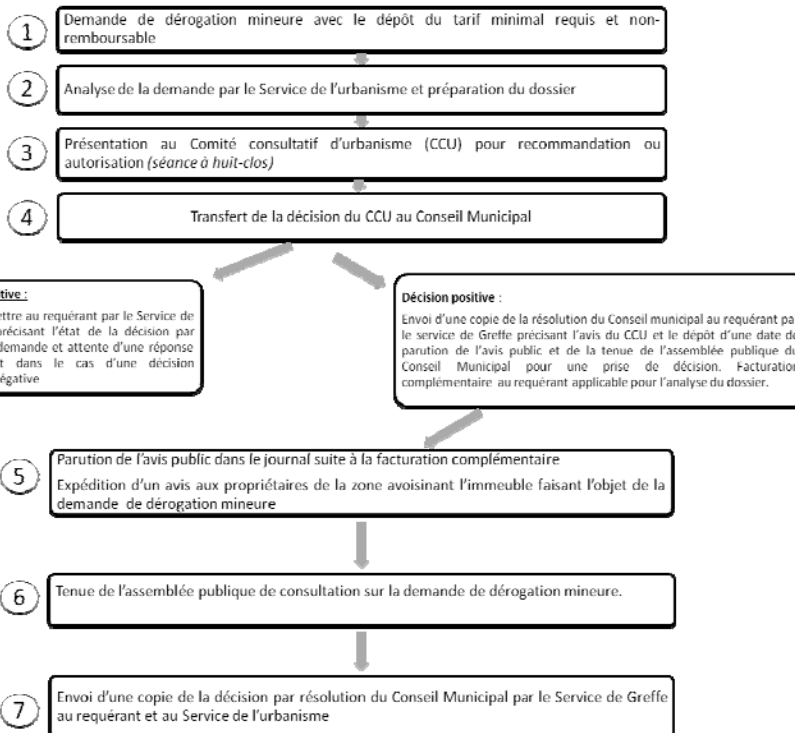
En aucun cas une dérogation mineure ne sera accordée comme moyen :

- De répondre à la convenance et selon la volonté du requérant ;
- D'éviter le processus d'amendement à la réglementation ;
- D'incitation au non-respect ou de défiance de la réglementation ;
- De contourner le plan d'urbanisme et la réglementation de zonage et de lotissement ;

Espace réservé à l'administration

**Procédure de votre demande :**



**Je déclare avoir lu et compris les clauses et procédures applicables par cette présente demande et je m'engage à respecter les limites légales prévues en vertu de la réglementation municipale et de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et reconnait par le fait même avoir à verser la somme du dépôt initial (non-remboursable) pour défrayer les frais d'étude et d'analyse du dossier.**

**SIGNATURE ET DATE DE LA DEMANDE :**

En foi de quoi, je signe cette demande :

Nom : .....

Date : .....

Requérant

**Mise en garde :** Les informations du présent document agissent à titre d'information et ne constitue aucunement une liste exhaustive, il demeure de la responsabilité du requérant de se référer au texte officiel des règlements d'urbanisme ainsi qu'à toutes autres normes ou lois applicables qui prévalent sur l'information ci-même contenue, le cas échéant.



**SERVICE DE L'URBANISME  
DÉROGATION MINEURE  
À L'USAGE DE LA MUNICIPALITÉ  
ANALYSE DU DOSSIER PAR L'OFFICIER MUNICIPAL :**

<b>Partie 1</b>	
<b>IDENTIFICATION DU LIEU :</b>	
Adresse complète :	
Lettre au :	<input type="checkbox"/> Propriétaire <input type="checkbox"/> Requérant
<b>DOSSIER DE RÉFÉRENCE :</b>	
Numéro de demande de permis/certificat :	
Nature de la demande :	<input type="checkbox"/> Vente d'une propriété <input type="checkbox"/> Projet de construction (zonage) <input type="checkbox"/> Lotissement
Travaux entamés sans les autorisations nécessaires :	<input type="checkbox"/> Oui <i>Si oui, un avis d'infraction et ordre d'arrêt de travaux doivent être acheminés au contrevenant</i> <input type="checkbox"/> Non

<b>Partie 2</b>											
<b>IDENTIFICATION DE LA DEMANDE ET DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES TOUCHÉES</b>											
<b>Zone :</b>											
1	<b>Projet du demandeur</b>										
2	<table border="1"> <tr> <td><b>Disposition règlementaire</b></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Numéro du règlement :</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Sous-article :</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Grille de spécification :</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Orientation (PU) :</td> <td></td> </tr> </table>	<b>Disposition règlementaire</b>		Numéro du règlement :		Sous-article :		Grille de spécification :		Orientation (PU) :	
<b>Disposition règlementaire</b>											
Numéro du règlement :											
Sous-article :											
Grille de spécification :											
Orientation (PU) :											
3	<b>Dérogation nécessaire</b>										



**Partie 3**

**IDENTIFICATION DE LA DEMANDE :**

**USAGE ACTUEL DE L'IMMEUBLE :**

- Unifamilial    Bifamilial    Trifamilial    Multifamilial    Chalet/Saisonnier    Vacant  
 Usage accessoire/complémentaire    Commercial    Public    Industriel    Agricole

Caractéristiques de l'immeuble :

Cet immeuble a-t'il déjà fait l'objet d'une ou de plusieurs demandes de dérogation mineure? :

- Oui   *Si oui, une description et la décision rendue :*    Non

Quels sont les éléments préjudiciables par l'application des dispositions réglementaires :

**Partie 4**

**DOCUMENTS JUSTIFICATIFS :**

**Documents acheminés à l'officier municipal pour l'analyse du dossier**

- Photographie(s)  
 Plan/Croquis  
 Certificat de localisation/implantation  
 Procuration du propriétaire (*lorsqu'applicable*)  
 Toutes autres informations ou documents nécessaires à l'analyse du projet

Date de réception des documents : \_\_\_\_\_

Paiement des frais exigés pour l'analyse du dossier :    Oui    Non   *Si non, arrêt des procédures jusqu'au paiement des frais*

**OFFICIER MUNICIPAL :**

Nom : .....

Date : .....

Officier municipal

Comité Consultatif d'Urbanisme   Date : .....

Conseil Municipal   Date : .....